

Se confronter aux limites : les batailles de la longue urgence

Par Alice CANABATE

Sociologue, Docteure de l'Université Paris Descartes,
chercheuse au LCSP de l'Université de Paris

L'écologisation de la société est aujourd'hui manifeste, tout comme semble l'être la nécessité d'agir sans attendre face à une aggravation permanente de la situation de notre planète. Pourtant, nul consensus ne se dégage sur les chemins à emprunter pour parvenir à infléchir la trajectoire sur laquelle nous sommes. Entre les récits continuistes, qui proposent des solutions technologiques, et les récits qui suggèrent la nécessité d'une rupture et dont l'ambition est de promouvoir la sobriété, les écarts en matière de transformations socio-culturelles sont élevés. Face à cette confrontation aux limites, c'est le projet de la modernité qui est, *in fine*, interrogé. Derrière ces récits sourdent ainsi surtout des batailles d'orientations politiques et des visions du futur divergentes. Nous nous emploierons ici à en esquisser la ligne de fracture au travers de l'exemple de la décroissance, qui loin de contourner les limites, les accepte et se réorganise en conséquence, et celui de la géo-ingénierie, qui incarne, à l'inverse, un techno-enthousiasme réformateur et conçu comme fonction du niveau de progrès attendu par une croissance verte aux ambitions ordonnatrices.

L'écologisation de la société est aujourd'hui manifeste, ceci notamment en raison des études et rapports scientifiques qui, depuis une quarantaine d'années, ne cessent de nous informer sur l'état en constante dégradation de la planète. Un relatif accord semble émerger quant à la nécessité de réagir sans attendre face à cette aggravation permanente. En revanche, les chemins à emprunter pour parvenir à infléchir la trajectoire sur laquelle nous sommes, semblent plus complexes à définir. Réorganiser les modes de vie et les modes d'être peut, en effet, emprunter différentes formes, allant de la croissance verte soutenue par des solutions technologiques jusqu'aux initiatives post-croissancistes visant des formes de sobriété fortes ; les écarts en matière de transformations socio-culturelles qui y sont afférentes, sont élevés et porteurs de conflits de représentation. Ces divergences de lecture ont toujours existé et l'écologie a de nombreux ennemis¹. Mais la situation se fait d'autant plus critique aujourd'hui que de nombreux effets, hier relativement silencieux, se font aujourd'hui fortement ressentir. Le rapport 2022 du GIEC vient en effet de dresser un paysage sombre, augurant notamment d'une accélération inquiétante du dérèglement climatique, et sans parler de la dégradation constante que l'on observe en matière de biodiversité. Cette violente confrontation aux limites² est certes constitutive du projet de l'éco-

logie politique³, mais elle se trouve aujourd'hui fortement investie, érigeant différentes représentations du futur⁴. Certains posent comme impossible la continuation d'un modèle alors considéré comme dépassé et nocif⁵. D'autres, à l'inverse, entreprennent de sauver ce qu'ils considèrent être le projet de la modernité et de sa valeur intrinsèque : soit une certaine conception du progrès que la science et la technologie s'emploient à illustrer.

Derrière les récits : des visions et des orientations politiques qui divergent

Les futurs souhaités varient évidemment en fonction d'une série de projections, de croyances et d'idéologies, qui mènent, par conséquent, à des visions possiblement très éloignées de ce qu'est supposée faire la transition, soit une mutation⁶ à la fois progressive et profonde de

¹ Voir AUDIER S. (2017), *La société écologique et ses ennemis*, La Découverte.

² On en trouve également la mention dans le rapport Meadows, qui, publié en mars 1972, est l'un des premiers textes à avoir alerté sur le caractère insoutenable de la croissance économique et démographique, et sur les risques d'effondrement associés.

³ Au tournant des années 1960-1970, une série d'alertes scientifiques sont émises et vont participer à structurer le passage, à la fin des années 1960, du naturalisme des premiers temps à l'écologisme, entendu comme la nécessité d'une société alternative. C'est d'ailleurs dans ce contexte « alarmiste » qu'émergeront ou se restructureront des associations, et bientôt des partis politiques, qui se réclameront de l'écologie politique.

⁴ Voir CANABATE A. (2021), *L'écologie et la narration du pire. Récits et avenirs en tensions*, Paris, Éditions Utopia.

⁵ Voir, notamment, SEMAL L. (2019), *Face à l'effondrement. Mili-ter à l'ombre des catastrophes*, Paris, PUF.

⁶ Voir BOURG D. & PAPAUX A. (dir.) (2015), *Dictionnaire de la pensée écologique*, article intitulé « Transition ».

notre modèle de société. Longtemps restée une évocation corrélée avec le développement durable, ce n'est que récemment que cette notion – et tout ce qu'elle emporte avec elle – est devenue axiomatique. Le développement durable, d'abord présenté comme un horizon nécessaire et un projet commun, s'est trouvé affaibli, se révélant impuissant à inverser des évolutions mondiales néfastes. Une désillusion qui s'explique notamment par l'ambiguïté sémantique du concept et par la difficulté, qui a toujours existé, d'en définir le périmètre d'action⁷. Devenue une « chimère »⁸, un objet de mystification, le développement durable est, pour reprendre les termes de Jacques Theys, « en crise »⁹, et se retrouve souvent à perpétuer un modèle qu'il s'agit précisément de quitter pour opérer une véritable transition. La vision même de ce qui fait ou ferait la durabilité s'en trouve affectée. Trois grandes tendances peuvent tendanciellement se voir dégagées, selon Fabrice Flipo : la dématérialisation, un autre développement et la sortie du développement¹⁰. La première conception soutient que le problème de la durabilité se ramène à un problème technique dénué de dimensions politiques. Ce courant, dominant, repose sur une grande confiance dans le développement technique et dans sa capacité de remédiation : la raréfaction de certaines ressources naturelles provoquant l'arrivée de « technologies de rupture » qui pallieront à temps ce problème de rareté. Le second courant objecte, quant à lui, l'utopisme du précédent courant et l'irrationalité de ses solutions. Pour les défenseurs de cette approche, le courant de la dématérialisation mise en grande partie sur des solutions qui sont encore à venir : soit parce qu'elles n'en sont encore qu'au stade expérimental telle la fusion nucléaire ; soit parce qu'elles sont imparfaites, voire dangereuses à l'instar de la géo-ingénierie ; soit, enfin, lorsqu'elles existent, parce qu'elles sont loin de pouvoir être mises en œuvre de manière rapide et à grande échelle. Les choix techniques doivent être politisés et devenir des objets de délibération collective. Proche de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce courant souhaite établir de nouvelles formes de concertation, dont le critère déterminant ne serait plus l'accumulation financière. Enfin, le troisième scénario entérine l'idée de la nécessité d'une rupture, face à des systèmes dont la contre-productivité est devenue toxique. Ce courant est celui de la décroissance ; il nourrit un intérêt fort envers ce qui est robuste, solide et sobre, préconisant l'essor du *low tech* et arguant du fait que l'hypermodernité a diffusé dans le monde entier un mode de

vie non généralisable. Toutes ces propositions, tous ces récits sont, *in fine*, des « régimes d'énonciation » visant à fixer des futurs¹¹ ; des « narratifs environnementaux » combinant des modèles et des discours aux visions et aux représentations fort différentes¹². Dans ses travaux, Florence Rudolf¹³ a ainsi montré que, de la « modernisation écologique » au « développement durable », c'est d'une inflexion de la modernité plutôt que d'un changement de régime dont il a été question. L'invention de la « modernité écologique » portera en effet la marque du réformisme, lequel affiche sa confiance dans cette modernité à travers le concours de différentes institutions modernes, des institutions vues comme étant en mesure de relever le défi de la crise écologique par l'association de la science et de la technique. Face aux sémantiques modernistes qui se sont trouvées en perte de sens et de crédibilité dans les années 2000, une autre figure s'est profilée avec de plus en plus d'insistance, celle de la nécessité d'une rupture.

La nécessité de la rupture : les récits de la discontinuité

La décroissance incarne par excellence cette modalité de confrontation aux limites des ressources de la planète qui, loin de les contourner, les accepte et se réorganise en conséquence. Apparue pour la première fois¹⁴ sous la plume de Nicholas Georgescu-Roegen, ce paradigme sera publicisé par une série d'auteurs, dont André Gorz, la figure de proue de l'écologie politique française. Tout à la fois aspiration et récit contre-hégémonique¹⁵, la décroissance vise la réinvention des façons de vivre, de produire et de consommer, allant

⁷ Dans son livre, *Le ministère de l'impossible*, de 1975, le Premier ministre français de « l'Environnement », Robert Poujade, rapporte cette boutade célèbre de Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, quand il crée ce ministère, en avril 1971 : « Quel beau ministère dont on a inventé le nom avant de connaître la chose. »

⁸ Voir GODARD O. (2005), « Le développement durable : une chimère, une mystification ? », *Mouvements*, n°41, septembre-octobre.

⁹ THEYS J. (2014), « Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? », *Développement durable et territoires*, vol. 5, n°1.

¹⁰ Voir FLIPO F., « Les trois conceptions du développement durable », *Développement durable et territoires*, vol. 5, n°3.

¹¹ Voir CHATEAURAYNAUD F. & DEBAZ J. (2019), « Agir avant et après la fin du monde, dans l'infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, 2019/3, n°76 ; et CHATEAURAYNAUD F. & DEBAZ J. (2017), *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra.

¹² Denis Couvet propose de concevoir ces débats selon trois grandes trajectoires. Voir : <https://www.humanite-biodiversite.fr/article/nexus-videos-cles-narratifs-et-scenarios-environnementaux>. Le premier scénario est dit tendanciel ou technico-économique. Le deuxième est celui de l'effondrement. Le troisième scénario est celui dit social-écologique ; il est également appelé scénario de la « grande transition ».

¹³ Voir RUDOLF F. (2015), « La transition énergétique entre homéostasie du système et effondrement. Retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie », *Cahiers de recherches sociologiques. Pour une sociologie de la transition écologique*, n°58, hiver.

¹⁴ Le mot « décroissance » est formulé pour la première fois en 1972 par André Gorz. Mais il faut attendre 1979 pour qu'un premier ouvrage y soit consacré. C'est le philosophe suisse, Jacques Grinevald, qui propose d'en faire le titre d'un recueil de textes de l'économiste d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen, un recueil intitulé *Demain la décroissance : entropie-écologie-économie*.

¹⁵ « La décroissance défie toute définition univoque. Comme la liberté ou la justice, la décroissance exprime une aspiration qui ne peut être définie précisément en une seule phrase ». Voir d'ALISA Giacomo, DEMARIA Federico & KALLIS Giorgios (dir.) (2015), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Paris, Le Passager clandestin.

jusqu'à la création d'institutions d'un nouveau genre qui permettraient à tous de subsister en dehors de la croissance. La décroissance, au départ mouvement social et intellectuel né d'une convergence entre la critique du développement et la critique de la société de consommation, ne s'impose cependant dans l'espace public qu'en 2002. Différents réseaux convergent pour proposer un espace d'articulation d'initiatives visant la simplicité volontaire, l'agro-écologie, le néo-ruralisme et l'économie alternative et solidaire. Le mouvement des « villes en transition », lequel est également caractéristique de cette volonté de rupture, naît, quant à lui, en Grande-Bretagne en septembre 2006 dans la ville de Totnes, sous l'impulsion de Rob Hopkins. Cette perspective va essaimer largement au point d'atteindre plus de 250 initiatives locales de transition, réparties dans une quinzaine de pays et réunies au sein d'un réseau, celui du Transition Network¹⁶. Ce mouvement s'articule autour de deux données structurantes et entendues comme des principes limitatifs : le pic de pétrole et la crise climatique. L'objectif est d'inciter les citoyens d'un territoire à prendre conscience des profondes conséquences à venir et de l'urgence de s'y préparer en mettant en place des solutions locales visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, selon un plan de descente énergétique. Ces plans consistent à dresser un état des lieux de la dépendance énergétique locale en étudiant les schémas directeurs, les plans et les statistiques locales afin d'élaborer une vision permettant de se projeter dans une vie moins émettrice¹⁷. Retrouver un haut degré de résilience à travers la relocalisation de ce qui peut l'être, l'intensification des liens entre les habitants et les acteurs économiques locaux et le déploiement de formations et d'activités plus adaptées au monde qui vient, constitue la vision princeps. Ce qui est ici conçu comme des outils de réalisme politique – rationnement, sobriété, voire planification écologique – est, ailleurs, perçu comme des bribes d'écologie « autoritaire ». De nombreuses diatribes sont en effet fréquemment opposées¹⁸ à toute formulation visant à réinterroger le récit moderne et les attentes qui semblent le nourrir ; un désamour partagé par les tenants de la décroissance qui voient, à l'inverse, dans la vision véhiculée par les « thuriféraires de la technique¹⁹ », une vision naïve et déconnectée de la matérialité réelle de la crise écologique.

¹⁶ Plusieurs centaines d'autres initiatives étant en permanence en cours de constitution ou en gestation.

¹⁷ Ils utilisent pour cela des indicateurs de résilience : l'empreinte écologique du territoire, ses émissions de CO₂, le pourcentage des aliments produits localement, l'engagement des collectivités locales, l'évolution du trafic local, le pourcentage des habitants travaillant localement, celui des produits essentiels produits localement ou à proximité, celui des matériaux de construction et d'énergie produits localement, etc.

¹⁸ Les partisans de la sobriété sont ainsi souvent affublés de qualificatifs péjoratifs, accusés ici de vouloir « un retour à la bougie » ou comparés là à des « amish antiprogressistes » ou à des « khmers verts » ; des dénigrements congédiant par là même tout réel débat.

¹⁹ Pour reprendre l'expression de Philippe Bihouix. Voir BIHOUIX P. (2014). *L'âge des Low Tech. Vers une société techniquement soutenable*, Seuil.

Le continuisme des récits scientifiques et croissancistes

La géo-ingénierie incarne ce techno-enthousiasme et correspond à l'ensemble des techniques mises en œuvre afin de corriger les effets de la pression humaine sur l'environnement. Ces méthodes²⁰, réformatrices, visent à agir sur la concentration du dioxyde de carbone dans l'atmosphère afin de faire diminuer la température. Face à l'échec des politiques de réduction des émissions et au fur et à mesure de l'accélération de la dérive climatique, ce discours semble gagner en importance ; pourtant les risques politiques, scientifiques et sociaux associés à ces techniques sont nombreux²¹. Par ailleurs, en concentrant le débat sur l'enjeu climatique, d'autres limites planétaires (telles que la perte de biodiversité, les pollutions ou l'acidification des océans) se trouvent de fait négligées. La science est vue ici comme la seule capable de corriger à grande échelle les effets de la pression anthropique sur le climat²². La géo-ingénierie est ainsi présentée comme une innovation, une alternative radicale qui, par son artificialité assumée – conçue comme fonction du niveau de progrès, voire de prouesses scientifiques –, vise un objectif « vertueux » et exclusif : la modification du climat pour diminuer la température à la surface de la planète. Pour d'autres, il s'agit d'expériences à haut risque²³ et engendrant possiblement des effets de dérèglement encore plus importants pour la planète²⁴. Cette proposition est pour autant soutenue par ce qu'il est courant d'appeler les tenants de la « croissance verte »²⁵, pour lesquels la stabilité économique doit

²⁰ Deux familles de méthodes de géo-ingénierie climatique existent : celle relevant de la géo-ingénierie du CO₂ et celle de la géo-ingénierie du rayonnement solaire. Au sein de ces deux grandes familles, prospère une diversité de méthodes, aux principes et rationalités technico-économiques spécifiques, impliquant des niveaux de complexité différents. Voir GUGLIELMO M. (de), KABBEJ S. & TASSE J. (2022), « Chapitre 4 – Géo-ingénierie. Les conséquences environnementales, sociales et géopolitiques de la modification du climat et de la météo », in REGAUD Nicolas (éd.), *La guerre chaude. Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po.

²¹ Voir HAMILTON C. (2013), *Les apprentis sorciers du climat : raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, Paris, Seuil.

²² Du développement de technologies bas-carbone, comme les éoliennes et les panneaux solaires, à l'établissement de colonies humaines sur une exoplanète.

²³ Telles que la limitation du rayonnement solaire grâce à des miroirs réfléchissants, l'envoi d'un million de tonnes de particules de souffre dans l'atmosphère pour refroidir le climat, l'enfouissement ou l'aspiration du dioxyde de carbone produit par certaines industries, ou encore la modification de la chimie des océans. Voir l'article de Ilarion Pavel sur ce sujet publié dans ce numéro de *Responsabilité & Environnement*.

²⁴ Voir les travaux de Sofia Kabbej interrogeant les latitudes géopolitiques de la géo-ingénierie : <https://www.iris-france.org/161630-changements-climatiques-en-afrique-quelles-consequences-au-niveau-securitaire/> ou <https://www.iris-france.org/162359-cop26-les-enjeux-securitaires-des-changements-climatiques-gagnent-du-terrain-sur-la-scene-diplomatique-internationale/>

²⁵ L'OCDE a publié en mai 2011 sa « Stratégie pour une croissance verte », fruit d'une analyse économique et sociale débutée après le Sommet de Rio de 1992 et ayant pour ambition de promouvoir la croissance économique et le développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépendent nos sociétés.

rester ordonnatrice²⁶ ; ce nouveau régime²⁷ aux ressorts idéologiques, techniques et économiques, est pour partie contestable²⁸ en ce qu'il s'attache surtout à sauvegarder le modèle industriel, extractiviste, qui est pourtant la cause de la catastrophe en cours.

Conclusion

Notre époque se trouve ainsi être celle de l'adversité face à la longue urgence, et l'on comprend qu'il puisse y avoir ici une concurrence des récits : dans leur puissance explicative et dans leur force propositionnelle ; une double nécessité d'autant plus forte que l'urgence d'une opération de mise en ordre permettant de recréer du sens collectif se fait, dans l'opinion publique, de plus en plus pressante. Pourtant, paradoxalement, notre imagination semble devenue presque aveugle²⁹, en ce que prospère une réelle difficulté pour nous à nous figurer le pire et à nous confronter à la longue urgence. Des « scénarios » exploratoires ont certes aujourd'hui le vent en poupe, car ils contribuent précisément à déterminer les politiques publiques. Mais plus qu'une bataille de récits, c'est une bataille d'orientations qui se joue ici.

C'est un enjeu politique d'un intérêt maximal, qui justifie l'engouement³⁰ que l'on voit émerger aujourd'hui pour les récits développés en matière de prospective. C'est également une bataille qui est en soi inéquitable, en raison de jeux d'acteurs aux pouvoirs d'influence fort différents³¹ ; les acteurs les plus enclins à maintenir le projet d'une modernité conquérante étant évidemment ceux dont les ressources économiques et financières sont les plus à même d'imposer le "business as usual" comme un projet de société. Face à cela, les acteurs, aux ressources plus humaines que financières, proposant des modèles de sobriété territorialisés, et établissant que la remédiation face à la longue urgence n'est pas que technique, tentent – telle une armée de David – d'introduire la nécessité de l'humilité et de l'intelligence collective.

²⁶ Les objectifs restant l'amélioration de la productivité économique, une meilleure gestion des énergies et de la réduction des déchets, le déploiement de nouvelles innovations ouvrant des niches économiques et la création de marchés autour de technologies vertes.

²⁷ Fabriquer des micro-organismes n'ayant jamais existé pour leur faire produire de l'essence, du plastique, ou absorber des marées noires ; donner un prix à la nature ; transformer l'information génétique de tous les êtres vivants en ressources productives et marchandes : telles sont quelques-unes des solutions envisagées aujourd'hui sous la bannière de la transition écologique, du Pacte vert européen ou du Green New Deal pour répondre, tout à la fois, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité et à la dégradation de la biosphère.

²⁸ Voir TORDJMAN H. (2021), *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Paris, La Découverte.

²⁹ Le pire reste, en effet, souvent impensé, révélant d'une certaine manière une forme d'aphantasie politique (du grec *phantasia*, soit l'idée d'être privé d'imagination).

³⁰ Ceci en raison d'une représentation très profondément ancrée qui voudrait que le récit préscénarise les comportements et que, pour changer le psychisme collectif, il faut activer l'envie de vivre autrement. Les récits sont vus en cela comme détenant un pouvoir d'influence, voire de conditionnement des comportements et de réorientation des conduites.

³¹ Nous entrons, d'après Bruno Villalba, dans le régime du « délai », qui résulte de la déduction que l'histoire de notre monde moderne ne peut plus se construire sur le modèle d'un développement qui ne prendra jamais fin ; une phase particulière d'examen et de doute, qui doit prendre appui sur les connaissances scientifiques du moment afin d'estimer le temps restant avant que la situation ne soit devenue complètement et définitivement irréversible. Voir VILLALBA B. (2010), « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & Politique*, vol. 40, n°2.